



Assemblée parlementaire de l'OTAN

COMMISSION DE LA DÉFENSE ET
DE LA SÉCURITÉ

RAPPORT DE MISSION

WASHINGTON, D.C. ET
CHARLESTON (CAROLINE DU SUD),
ÉTATS-UNIS

6 - 9 FÉVRIER 2018

I. SYNTHÈSE

1. Des législateurs états-uniens ont très clairement fait savoir à une délégation de la commission de la défense et de la sécurité (DSC) que les États-Unis s'engageaient davantage dans le cadre de l'OTAN et qu'ils attendaient des Alliés qu'ils procèdent, en parallèle, à une augmentation de leurs investissements. Des représentants officiels ont indiqué aux délégués que l'administration Trump ferait du partage des charges entre Alliés l'un de ses principaux objectifs lorsqu'elle serait à Bruxelles, en juillet, pour le sommet de l'OTAN. Les autres grandes priorités - la dissuasion, la défense ainsi que la lutte contre le terrorisme - vont de pair avec la responsabilité des Alliés de respecter leurs engagements en matière de dépenses de défense.

2. Les responsables politiques se sont également efforcés de dissiper les doutes qui pouvaient subsister dans l'esprit des membres de la délégation au sujet de l'engagement des États-Unis à appliquer l'article 5 (défense collective) du traité de Washington. Comme l'a confirmé Thomas Goffus, sous-secrétaire adjoint à la défense pour l'Europe et l'OTAN, « [l']engagement des États-Unis au titre de l'article 5 est solide comme un roc ». M. Goffus a précisé qu'au cours du prochain sommet de l'OTAN à Bruxelles, les États-Unis privilégieraient l'initiative de dissuasion européenne (*European Deterrence Initiative*, EDI), car « [l']a dissuasion, c'est ensemble que nous l'exerçons, et elle se démarque en cela de l'ancienne initiative de réassurance européenne [ERI], où les États-Unis occupaient le devant de la scène ».

3. La visite a porté principalement sur le lien transatlantique tel qu'envisagé par l'administration Trump, et sur les priorités de cette dernière à l'approche du sommet, en juillet, des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN. La délégation a aussi été informée des vues du Congrès sur la question de l'engagement des Alliés et de leurs investissements de défense. Comme l'ont souligné les responsables, l'accroissement des investissements se traduira par la mise en place d'une posture de dissuasion et de défense crédible, puisqu'il permettra aux Alliés d'affecter les ressources à la prise en charge des nouveaux défis sécuritaires, de la lutte contre le terrorisme aux tactiques de lutte contre la guerre hybride. La seule voie possible pour l'Alliance en ce XXI^e siècle consiste donc, a-t-on répété, à favoriser l'engagement crédible des Alliés en faveur d'une défense et d'une sécurité modernes, mobiles et dynamiques.

4. En outre, les hauts responsables rencontrés ont fait part de la position des États-Unis sur la maîtrise des armements et la lutte contre le terrorisme. Le rôle que les États-Unis continuent de jouer en Afghanistan a été caractérisé par les interlocuteurs comme représentant la convergence des priorités états-uniennes actuelles : une détermination soutenue face à la persistance de la menace terroriste, un recentrage sur le travail à mener avec les alliés des États-Unis pour contrer cette menace, et la ferme volonté de conserver un rôle en matière de sécurité à l'échelle mondiale, au moment où Washington se sent de plus en plus mis en cause par les très sérieux concurrents que sont la Russie et la Chine.

5. La délégation de la commission de la défense et de la sécurité s'est également rendue à Charleston (Caroline du Sud), où les parlementaires ont entendu des exposés dans les locaux de la *Joint Base Charleston*, de l'usine de fabrication du Boeing 787 et du collège militaire *The Citadel*. La délégation se composait de 29 parlementaires de 18 pays membres de l'OTAN.

II. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS ET L'OTAN

La nouvelle stratégie de sécurité nationale et le rôle des Alliés

6. Comme les interlocuteurs états-unis l'ont signalé à la délégation, la stratégie de sécurité nationale (NSS) publiée par l'administration Trump en décembre 2017 définit le contexte international actuel en matière de sécurité comme une concurrence mondiale à tous les niveaux. Kathleen McInnis, du service de recherches du Congrès (CRS), a constaté que les causes du changement de point de vue de Washington sur l'environnement sécuritaire international sont multiples. L'idée d'une Europe progressivement plus intégrée, plus unie et plus libre est de plus en plus remise en question par une Russie qui ne cesse de s'enhardir et par la déstabilisation durable de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en raison des conflits et des faillites d'État qui ont entraîné l'apparition de puissants groupes armés non étatiques et ont provoqué l'afflux massif de réfugiés en Europe.

7. Mme McInnis a ensuite rappelé les préoccupations relatives aux exercices chinois en mer de Chine méridionale, ainsi que l'aggravation des tensions dans la péninsule coréenne au sujet de la rapide progression des programmes nucléaire et balistique nord-coréens. Ainsi, a-t-elle conclu, les États-Unis admettent clairement que le contexte mondial de la sécurité se dégrade et que se profile à l'horizon une très sérieuse concurrence à la puissance mondiale états-unienne.

8. L'interlocutrice a poursuivi en indiquant que la nouvelle NSS dressait le tableau d'un ordre international réglementé tirant à sa fin et cédant la place à une concurrence accrue entre grandes puissances. La stratégie de sécurité nationale précise que pour l'administration Trump, tant la Chine que la Russie cherchent à se hisser au niveau (et à se poser en rivales) des États-Unis. S'il s'inscrit dans le droit fil de la NSS, le nouveau budget états-unien de la défense verra Washington investir massivement dans des capacités permettant aux États-Unis de conserver leur supériorité vis-à-vis des Chinois et des Russes, en a déduit Kathleen McInnis. Les lourds investissements dans la technologie aux fins de permettre aux États-Unis de passer à des capacités de défense de nouvelle génération, est souvent désigné sous le terme de « troisième stratégie de compensation » (*Third Offset Strategy*).

9. Comme l'a remarqué Thomas Goffus, la doctrine stratégique états-unienne est simple : affronter la concurrence, dissuader et l'emporter. Le sous-secrétaire adjoint à la défense pour l'Europe et l'OTAN a donné un aperçu des trois principales lignes d'action que les États-Unis devront suivre pour conserver le rôle clef qu'ils détiennent dans les relations internationales : développer leur force létale, renforcer les alliances et réformer le département de la défense pour en améliorer l'efficacité. M. Goffus a souligné en particulier le rôle des Alliés dans la nouvelle stratégie des États-Unis. Ses observations sur le rôle d'ancrage que les Alliés jouent pour soutenir les États-Unis dans son rôle international visaient à désamorcer les propos que le candidat Trump avait tenus sur l'importance des alliances contractées par les États-Unis à travers le monde (alliances que celui-ci avait parfois qualifiées, avec dénigrement, d'obsolètes et de très déséquilibrées dans le partage des charges).

10. Thomas Goffus a émis un message de soutien vigoureux à toutes les alliances, qui offrent aux États-Unis une multitude d'avantages sur le triple plan militaire, politique et économique. Comme il l'a fait observer, la NSS marque la volonté de Washington de rester présent en Europe, puisqu'elle indique expressément qu'« [u]ne Europe forte et libre revêt une importance vitale pour les États-Unis ». Si elle précise en outre que ces derniers « attendent » de leurs alliés qu'ils respectent leurs engagements en matière de dépenses de défense, la NSS ne fait pas dépendre l'appui états-unien de l'accomplissement de conditions.

11. Le principal moyen de parvenir à la mise sur pied d'alliances plus solides, a continué M. Goffus, consiste à renforcer l'interopérabilité. « À l'heure où l'OTAN poursuit son adaptation, les

États-Unis comptent se mobiliser en faveur d'une interopérabilité alliée plus poussée, et ce dans les domaines de l'entraînement, de la planification, de la communication et du combat », a indiqué M. Goffus à la délégation.

La politique des États-Unis vis-à-vis de l'OTAN

12. Lors de cette récente visite de la commission de la défense et de la sécurité, les responsables politiques états-uniens se sont aussi efforcés de lever les doutes qui pouvaient subsister dans l'esprit des membres de la délégation au sujet de l'engagement des États-Unis à appliquer l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. Comme l'a confirmé le sous-secrétaire adjoint à la Défense pour l'Europe et l'OTAN, « [l']engagement des États-Unis au titre de l'article 5 est solide comme un roc ». M. Goffus a poursuivi en indiquant qu'au cours du prochain sommet de l'OTAN à Bruxelles, les États-Unis privilégieraient l'initiative de dissuasion européenne, car : « [l]a dissuasion, c'est ensemble que nous l'exerçons, et elle se démarque en cela de l'ancienne ERI, où les États-Unis occupaient le devant de la scène ». Cependant, a-t-il souligné, les pays européens des États-Unis membres de l'OTAN devront se recentrer, réinvestir et montrer qu'ils renouvellent avec détermination leur engagement envers l'Alliance.

13. Les États-Unis ont récemment annoncé qu'ils prévoyaient d'allouer une enveloppe de 6,5 milliards de dollars à l'initiative de dissuasion européenne en 2019, soit une augmentation de 1,7 milliard de dollars par rapport à 2018 et de 3,1 milliards de dollars par rapport à 2017. Comme le rapport général de la DSC le relève plus en détail, l'ERI/EDI a permis de financer une augmentation significative de la présence des États-Unis en Europe orientale. Cet appui a fait sentir ses effets sur les exercices, désormais plus nombreux, de même que sur les infrastructures, le prépositionnement de matériels ou encore le développement des capacités des pays partenaires. À maints égards, les 10 milliards de dollars et quelque déjà dépensés ou restant à consacrer à une défense et à une dissuasion alliées renforcées en Europe, attestent largement de cet engagement des États-Unis.

14. Les intervenants du Pentagone se sont félicités des progrès accomplis par la présence avancée rehaussée (EFP) en Pologne et dans les États baltes. Comme ils l'ont constaté, avec plus de 12 pays contributeurs (en plus des pays hôtes), l'Alliance transmet un message de dissuasion clair et efficace. L'EFP renforce également l'Alliance, ont-ils par ailleurs souligné, puisqu'elle contribue au développement des compétences de cette dernière sous la forme d'une meilleure interopérabilité. Ainsi, les Alliés participant à l'EFP renforcent-ils leurs capacités de communication et de collecte de renseignements et contribuent-ils à l'élaboration d'une vision commune à l'ensemble des groupements tactiques multinationaux de l'EFP. Le message positif que cette nouvelle initiative renvoie, à l'évidence n'échappe pas à Washington.

15. Enfin, comme les interlocuteurs du service de recherches du Congrès l'ont indiqué à la délégation, l'appui actif des démocrates et des républicains à l'OTAN se maintient et, manifestement, n'a pas cessé de croître ces dernières années ; en témoigne le grand nombre de mécanismes de soutien à l'OTAN. L'analyste du CRS, Paul Belkin, a rappelé que les déplacements vers l'Europe de membres du Congrès n'ont, de mémoire récente, jamais été si nombreux, mettant la question des défis sécuritaires européens à l'avant-plan des préoccupations de beaucoup d'élus du Congrès. Toutefois, l'attention tant des républicains que des démocrates au sein de la Chambre des Représentants et du Sénat se porte indubitablement sur les questions de dépenses de défense des Alliés - non seulement sur celle de savoir quels sont les montants dépensés mais aussi sur celle de savoir comment ils le sont. Tous s'accordent à considérer qu'une augmentation des dépenses représentera un gain absolu pour tous les membres de l'Alliance.

Le point de vue des États-Unis sur le partage des charges à l'approche du sommet de 2018 à Bruxelles

16. L'élection de Donald Trump en novembre 2016 a, de façon spectaculaire, précipité le débat sur le partage des charges. Les déclarations de Washington présentent de plus en plus les contributions des États-Unis à l'Alliance comme une relation donnant-donnant. Lors de sa campagne, le candidat Trump avait qualifié l'OTAN d'« obsolète », avait affirmé que les pays européens « [devaient] des sommes considérables » à cette dernière et avait montré du doigt l'iniquité du « parasitisme » auquel étaient soumis les contribuables états-uniens, attisant les critiques qu'avaient formulées les précédents dirigeants des États-Unis. Tout en confirmant l'engagement états-unien auprès des Alliés, le secrétaire d'État à la défense, James Mattis, a, pour sa part, prévenu que les États-Unis pourraient « modérer leur engagement » si les Alliés n'endossaient pas une plus grande part du fardeau.

17. Les législateurs états-uniens que la délégation de la DSC a rencontrés, lui ont, de même, très clairement fait savoir que les États-Unis s'engageaient davantage dans le cadre de l'OTAN et qu'ils attendaient des Alliés qu'ils procèdent, en parallèle, à un accroissement de leurs investissements. Les représentants officiels ont indiqué aux délégués que l'administration Trump fera du partage des charges entre Alliés l'un de ses principaux objectifs lorsqu'elle sera à Bruxelles, en juillet, pour le sommet de l'OTAN. Les autres grandes priorités (dissuasion, défense et lutte contre le terrorisme) vont de pair avec la responsabilité des Alliés de respecter leurs engagements en matière de dépenses de défense, ont souligné les responsables.

18. Michael Murphy, directeur de la sécurité et des affaires politico-militaires auprès du Bureau des affaires européennes, a quant à lui déclaré qu'« à l'approche du sommet de Bruxelles, l'engagement pris au pays de Galles [était] au centre des préoccupations des autorités américaines ». Au sommet de 2014 à Newport, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN s'étaient engagés à investir au moins 2 % de leur PIB dans leurs institutions nationales de défense d'ici à 2024, 20 % des montants en question devant être alloués à la recherche et développement. M. Murphy a tenu à préciser que tous les Alliés devaient, dans cette perspective, être en mesure de présenter des plans d'action crédibles, à quoi il a ajouté que seuls quelque 13 d'entre eux étaient actuellement sur la bonne voie. « S'il est encore question de ces chiffres au sommet [de Bruxelles], cela sera problématique. Nous vous exhortons donc à relayer ce message auprès de vos gouvernements et de vos électeurs », a-t-il ajouté.

19. Se référant à l'engagement pris au sommet du pays de Galles d'augmenter les dépenses de défense, le sous-secrétaire adjoint à la défense pour l'Europe et l'OTAN, Thomas Goffus, a indiqué que les États-Unis cherchaient à recentrer le débat sur l'article 3 du traité de Washington, qui dispose que les Alliés doivent maintenir et accroître leur capacité d'autodéfense. L'esprit de l'article 3 pour le secrétaire d'État Mattis explique pour beaucoup l'insistance américaine accordée à l'augmentation par les Alliés de leurs dépenses de défense, a poursuivi M. Goffus. Et celui-ci de préciser que chaque Allié, s'il ne dépense pas déjà 2 % de son PIB, doit au moins avoir des plans d'action crédibles pour pouvoir, d'ici 2024, y arriver. « Nous comprenons les dilemmes qu'engendrent, dans les démocraties parlementaires, les changements de gouvernement, mais nous continuons à vouloir procéder à une évaluation annuelle de la façon dont les pays progressent vers les objectifs fixés en matière de capacités ».

20. M. Goffus a rappelé à la délégation que « [l]es Alliés avaient déjà dû consacrer 2 % [de leur PIB aux dépenses de défense] au tournant du XXI^e siècle. Le contexte de menace est beaucoup plus difficile aujourd'hui qu'il ne l'était à l'époque. Il est donc logique qu'[ils] reviennent à des investissements de défense ainsi qu'à un développement des capacités adaptés ».

21. Pendant toute la visite, l'élément clef du message concernant la question du partage des charges a été le suivant : le contexte a manifestement changé et l'Alliance s'y adapte, mais les investissements indispensables à l'accomplissement de ces nouvelles tâches, au service de ces nouvelles divisions et de ces nouveaux centres, ainsi qu'à la formation et à l'équipement de forces de dissuasion nouvelles, mobiles et efficaces, ne suivent pas. La seule voie possible pour l'Alliance consiste à réinvestir pour financer cette nouvelle et nécessaire adaptation.

22. Les intervenants du Pentagone ont indiqué à la délégation que les États-Unis avaient, pour le sommet de juillet à Bruxelles, trois priorités générales : le partage des charges, l'élargissement du rôle de l'Alliance dans la lutte contre le terrorisme et le renforcement de sa posture de dissuasion et de défense, qui peut également se décliner en trois parties - capacité de prise rapide de décision politique, adaptation de la structure de commandement de l'OTAN à la réalité des menaces actuelles, et préparation de forces modernes devant être en mesure d'intervenir rapidement et efficacement par-delà les frontières et sur l'ensemble du territoire. Sur ce dernier point, les interlocuteurs ont fait valoir que l'aide des parlementaires était essentielle, puisque les parlements des pays membres de l'OTAN peuvent grandement contribuer à l'obtention des autorisations diplomatiques nécessaires à l'accélération des transferts d'équipements et de personnels à travers l'Europe.

23. Le large éventail des questions à l'ordre du jour du sommet du mois de juillet le confirme : l'Alliance a besoin de nouveaux engagements de financement sur tous les plans, de la défense et de la dissuasion à l'Est aux nouvelles initiatives au Sud et à toutes les mesures qui s'imposent pour combattre et atténuer les menaces hybrides. Nouveaux investissements et volonté politique sont le seul moyen pour l'Alliance de répondre aux objectifs qui sont les siens dans le climat de sécurité internationale qui prévaut à l'heure actuelle, a constaté un intervenant.

III. LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

24. Les interlocuteurs du département d'État et du département de la défense ont rappelé à la délégation qu'ils pensaient que le groupe État islamique (EI ou Daech) et al-Qaïda demeurerait la principale menace terroriste.

25. Ils ont signalé que Washington attendrait des Alliés qu'ils unissent leurs efforts pour trouver les moyens de mener une politique otanienne uniforme et vigoureuse aux fins d'empêcher des groupes répartis à travers le monde, comme le groupe EI, de progresser. M. Gregorian, du bureau de lutte contre le terrorisme auprès du département d'État, a fait observer que, s'il existait des différences quantitatives et qualitatives entre al-Qaïda et Daech, l'un comme l'autre n'en restaient pas moins une menace très importante.

26. Des experts ont indiqué à la délégation que les États-Unis et ses alliés avaient déployé beaucoup d'efforts à tous les niveaux pour obvier au problème des groupes djihadistes internationaux d'inspiration islamiste radicale. Malheureusement, ont-ils constaté, les difficultés de Daech à recruter pour les zones de combat a débouché sur le problème encore plus épineux d'avoir à faire face, sur tout le territoire de l'Alliance, à la multiplication d'attaques de combattants solitaires inspirés par le groupe État islamique, activement cautionnées par celui-ci. Aussi assistons-nous aujourd'hui partout en Europe à différentes sortes d'attaques perpétrées contre des cibles vulnérables (hôtels, théâtres, centres commerciaux, aéroports), dont le groupe EI se prétend plus ou moins responsable et qu'il a plus ou moins dirigées.

27. M. Gregorian a par ailleurs rappelé à la délégation que l'EI ne devrait pas être notre seule préoccupation, puisque al-Qaïda n'a pas disparu. Des milliers de combattants d'al-Qaïda ou affiliés à celui-ci opèrent actuellement en Syrie et chercheront de nouveau à poursuivre le combat à l'extérieur, a-t-il noté.

28. « Pour vaincre ces groupes d'une manière décisive, des solutions devront être trouvées aux conflits qui continuent de susciter des différends et à la perception d'injustice qui alimente leurs causes », a poursuivi l'intervenant. Les représentants officiels du département d'État et du département de la défense ont indiqué pour leur part qu'ils étaient très désireux de voir l'Alliance dans son ensemble mobiliser une série de ressources à tous les niveaux (politique, économique et militaire) pour contrer ces groupes.

29. Les responsables à Washington se sont empressés de déclarer qu'ils savaient que l'Alliance avait une compétence confirmée dans le domaine du contre-terrorisme. Comme un représentant du Pentagone l'a souligné : « [l']OTAN a de bons résultats en la matière depuis 2001 et continue d'en avoir ; l'OTAN dispose d'un plan d'action en 38 points pour prouver au président Trump qu'elle a répondu et continuera de répondre à ces menaces - de la projection de la stabilité au chimique, biologique, radiologique et nucléaire, en passant par l'échange de renseignements biométriques. Nous croyons donc savoir que l'Alliance y pense de manière constructive. Il s'agit maintenant d'y consacrer, ensemble, encore plus d'efforts. »

IV. L'AFGHANISTAN

30. Au département d'État, la délégation a été informée de la stratégie des États-Unis pour l'Asie du Sud par l'ambassadrice Alice Wells, adjointe au Bureau des affaires de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale. Elle a rappelé aux délégués que les Alliés avaient tous intérêt à bâtir un Afghanistan stable et prospère qui ne pourrait plus jamais servir de source inépuisable au terrorisme. Elle a poursuivi en soulignant qu'un Afghanistan solide était le moyen le plus efficace de garantir la stabilité régionale ; ainsi a-t-elle fermement appuyé la mission *Resolute Support* de formation, de conseil et d'assistance de l'OTAN dans le pays. Elle a relevé les effets positifs que la mission avait sur le terrain grâce au renforcement des capacités locales de protection du territoire et des citoyens. « La guerre est aujourd'hui différente de ce qu'elle était lorsque nous y sommes entrés au début du XXI^e siècle », a-t-elle déclaré. « Désormais, elle est menée par les Afghans eux-mêmes. Nous fournissons les capacités concrètes que les Afghans prennent en charge dans le cadre de leurs diverses missions de combat. » Six mille sept cents soldats des forces de défense et de sécurité nationale afghanes (ANDSF) sont morts au combat en 2017, un sacrifice qui a permis au pays de continuer à avancer.

31. Mme Wells a indiqué à la délégation que les ANDSF tentaient manifestement de réduire à néant les acquis des talibans. Les États-Unis aident aussi le gouvernement afghan dans sa lutte contre l'EI. En conséquence, a-t-elle ajouté, la dynamique change de nouveau en faveur des ANDSF et des forces de la coalition.

32. L'adjointe au Bureau des affaires de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale n'a pas non plus manqué de rappeler les grandes réalisations enregistrées depuis la chute des talibans, en mentionnant les importantes avancées opérées dans l'accès des jeunes à l'éducation, le retour des femmes à la société civile, l'accessibilité accrue des soins de santé, l'allongement de l'espérance de vie, un plus grand accès à l'information via les actualités et la télévision, ainsi que l'ancrage de la démocratie participative. En outre, Mme Wells a dit trouver encourageante la capacité du pays à s'acheminer vers des élections législatives. Répondant à l'inquiétude d'un délégué concernant l'omniprésence de la corruption dans le pays, elle a fait savoir que les États-Unis travaillaient en partenariat avec le gouvernement de Kaboul à l'élaboration de mesures de lutte contre la corruption, notamment par le contrôle des données biométriques et le centre de justice pénale contre la corruption.

33. Pour ce qui est du processus de paix, elle a précisé que « [l]es talibans sont le seul groupe qui refuse d'engager des pourparlers de paix, tous les autres groupes s'étant présentés. La série des attentats à la bombe perpétrés par les talibans signifie qu'ils ne veulent pas encore se rendre à

la table de négociation, raison de plus pour maintenir la pression sur eux. » Comme Thomas Goffus l'a déclaré au groupe au Pentagone, « la reconfiguration de la mission *Resolute Support* n'est pas terminée, quelque 4 000 postes devant être remplis dans les mois qui viennent. Cette déficience opérationnelle préoccupe le secrétaire d'État [à la défense] Mattis ».

34. Seth Jones, du Centre d'études stratégiques internationales (*Center for Strategic and International Studies*, CSIS), a abordé la question des récents changements de la politique états-unienne dans la région et de leur rôle dans la violence qui sévit en Afghanistan. Il a mentionné tout particulièrement la nouvelle politique des États-Unis à l'égard du Pakistan, estimant que la différence entre M. Trump et ses prédécesseurs tenait au fait que l'administration actuelle était rapidement passée du stade de frustration à celui de critiques ouvertement formulées et à la mise en place de sanctions sur le plan de l'aide militaire. M. Jones a prévenu que les relations pourraient même se détériorer encore plus : le statut du Pakistan en tant que pays allié majeur non membre de l'OTAN pourrait être suspendu par les États-Unis et ceux-ci pourraient même aller jusqu'à qualifier le Pakistan d'État suppôt du terrorisme.

35. Seth Jones a constaté que le Capitole était toujours disposé à appuyer les efforts déployés en Afghanistan et que l'attention et les ressources s'étaient déplacées pour doter les forces d'opérations spéciales états-uniennes des moyens qui s'imposaient sur le théâtre afghan. Sur l'éventualité de négociations de paix, il a indiqué que la présence étrangère en Afghanistan était insuffisante pour remporter la victoire sur le champ de bataille et qu'il devrait par conséquent y avoir un règlement politique. Il a invité la délégation à moins centrer son attention sur la question de savoir qui contrôlait quelle partie du pays à tout moment, car parler du nombre de districts sous contrôle importait peu. Il convenait plutôt de prêter attention au contrôle de la population, a-t-il dit, laquelle est largement favorable au gouvernement de Kaboul. De même les sondages indiquent-ils que les talibans ne progressent pas vraiment en termes de soutien populaire. M. Jones a conclu en déclarant que la réalité sur le terrain n'était pas éclairante : « [I]es talibans ne l'emporteront pas dans un proche avenir, pas plus que l'OTAN. Il est question d'une impasse de longue durée. »

36. Après Washington, la délégation s'est rendue à Charleston (Caroline du Sud), sur la *Joint Base Charleston*, auprès de la société Boeing ainsi qu'au collège militaire de Caroline du Sud, *The Citadel*.